

Comme je l'ai dit à la Chambre ce matin, il n'y a pas de doute que les décisions ont été difficiles et importantes. Le temps dira si elles accompliront l'objectif du président.

Je suis convaincu que le président est parfaitement conscient des dangers d'une escalade absolue dans cette situation et que ce doit être un facteur dominant dans l'application de cette politique. Pour être juste, il faut aussi dire que le président a agi en pleine connaissance de l'opposition de personnages éminents des États-Unis, y compris le sénateur Fulbright...

Les États-Unis sont un pays démocratique. Dans de nombreux pays, le gouvernement décide sans s'occuper des opinions du peuple. Les Américains peuvent toujours rejeter un gouvernement qui prend des décisions contraires à ce qu'ils croient être leur intérêt. Si j'ose dire, les Américains sont aussi conscients que nous le sommes, comme Canadiens, de la portée des décisions que le Gouvernement des États-Unis a prises.

...Je doute, cependant, que les États-Unis mettraient fin à notre angoisse à propos de l'Indochine en retirant simplement leurs Forces sur-le-champ et sans condition. Ce me semble être notre dilemme aujourd'hui.

Il a été proposé un certain nombre de suggestions. J'aimerais revenir sur quelques-unes d'entre elles. Premièrement, nous devrions intensifier nos efforts pour faire revivre la Commission internationale de contrôle au Cambodge. On nous a aussi proposé d'insister davantage pour que se réunissent de nouveau les puissances en cause, comme, par exemple, les membres de la Conférence de Genève. D'autres ont suggéré que nous devrions faire en sorte de saisir les Nations Unies de la question.

Permettez-moi d'évoquer d'abord la question d'une nouvelle réunion de la Commission internationale de contrôle. Nous avons eu des échanges de vues à ce sujet avec les gouvernements directement impliqués par toute décision susceptible d'être prise dans ce domaine, et rien n'indique qu'ils considèrent comme utile une nouvelle réunion de la Commission. J'ai exposé clairement la position du Gouvernement canadien. Nous sommes, bien entendu, prêts à accepter que la Commission se réunisse de nouveau s'il existe des chances raisonnables qu'elle fasse oeuvre utile. Nous avons indiqué que nous étions prêts à participer à une réunion tripartite à New Delhi dans le but d'examiner avec l'Inde et la Pologne le rôle qu'aurait la Commission internationale de contrôle au cas où elle se réunirait de nouveau, de même que les améliorations à apporter à son mode de fonctionnement afin de la rendre plus efficace. Quant à savoir si les perspectives sont à présent meilleures pour une nouvelle réunion de la Commission, il est, à tout le moins, permis d'en douter. Le mandat de la Commission se limite au contrôle d'un cessez-le-feu sur lequel l'accord s'est déjà fait. Elle faciliterait peut-être l'application d'un cessez-le-feu qui a déjà fait l'objet d'un accord, mais elle n'est ni mandatée, ni effectivement en mesure d'arrêter les parties belligérantes au moment où celles-ci s'engagent dans un conflit de grande ampleur.

Le Gouvernement français a proposé l'idée de négociations, entre ce qu'il appelle les parties intéressées, afin de neutraliser l'Indochine tout entière. En m'entretenant de cette proposition avec M. Schumann à Paris il y a quelques semaines celui-ci m'avait expliqué clairement qu'il ne s'agissait pas d'une nouvelle proposition en vue d'une nouvelle conférence de Genève, bien qu'une